

Objet : Annulation des E3C, arrêt des menaces, des pressions et de la répression exercées sur les personnels et les élèves

Madame la Rectrice de l'académie de Bordeaux,

Dans le contexte social dégradé de notre pays, l'intersyndicale tient une nouvelle fois à attirer votre attention sur la réforme du lycée et du baccalauréat dont nous demandons l'annulation des E3C.

Les organisations syndicales FNEC FP FO, SNES-FSU, SNALC, CGT educ'action, Sud Education, SE-UNSA et SGEN-CFDT ont dénoncé les risques psycho-sociaux, la surcharge de travail sur les personnels et sur les élèves. Nous pourrions vous redonner encore et encore nos arguments : pression constante sur les personnels et les élèves, programmes infaisables, impression des collègues de maltraiter les élèves, E3C faites dans la précipitation pour in fine produire un bac inégalitaire, injuste et clivant socialement et géographiquement... Mais jusqu'à présent l'institution, par l'intermédiaire du ministre et de vous-même, est restée sourde aux revendications des personnels.

Alors que reste-t-il aux personnels pour se faire entendre ? Vous ignorez toutes les actions et les revendications qui ont eu lieu jusqu'à présent portées par les personnels, les élèves et les parents. Votre passage en force autorise votre administration à faire appel aux assistants d'éducation, aux personnels administratifs, techniciens, de santé, aux assistants de langues et même aux retraités pour surveiller les E3C, ce qui porte atteinte au droit de grève. Dans beaucoup de lycées, les règles de sécurité élémentaires n'ont pas été respectées, allant jusqu'à piéger des élèves dans les établissements. Cela témoigne d'une violence institutionnelle inédite jusqu'à la présence des forces de l'ordre aux abords et à l'intérieur des établissements. L'intersyndicale ne peut tolérer une telle pression subie par les élèves et l'ensemble des personnels !

Le ministre n'a pas voulu nous écouter. Les enseignants ne s'attaquent pas au baccalauréat, ils défendent son caractère national et égalitaire. C'est pour cela que nous demandons à ce qu'aucune sanction ne soit prise contre les personnels et les élèves. Le ministre et les recteurs sont les seuls responsables de cette situation.

L'intersyndicale condamne toute forme de violence, de pression exercée à l'encontre des personnels et des élèves et exige l'arrêt de la répression.

L'intersyndicale demande l'annulation des E3C actuelles, l'arrêt des sanctions envers les élèves et des menaces envers les personnels.

Veuillez agréer, Madame la Rectrice, nos respectueuses salutations.



Eric Mouchet



Jean-Pascal Méral



Cécile Diener-Froelicher



Franck Dole
et Dominique Marchal



Jean Hourcade



Evelyne Faugerolle



Jean-François Bourdoncle